

No. 43124

**European Economic Community
and
Switzerland**

Agreement concerning products of the clock and watch industry between the Swiss Confederation and the European Economic Community and its Member States. Geneva, 30 June 1967

Entry into force: *1 January 1968, in accordance with article 13*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Netherlands, 6 October 2006*

**Communauté économique européenne
et
Suisse**

Accord concernant les produits horlogers entre la Confédération suisse et la Communauté économique européenne ainsi que ses États membres. Genève, 30 juin 1967

Entrée en vigueur : *1er janvier 1968, conformément à l'article 13*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Pays-Bas, 6 octobre 2006*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD CONCERNANT LES PRODUITS HORLOGERS ENTRE LA
CONFÉDÉRATION SUISSE ET LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE
EUROPÉENNE AINSI QUE SES ÉTATS MEMBRES

Le gouvernement de la Confédération suisse (dénommée ci-après la Suisse)
d'une part,

les gouvernements du Royaume de Belgique,

de la République fédérale d'Allemagne,

de la République française,

de la République italienne,

du Grand-Duché de Luxembourg,

du Royaume des Pays-Bas

(dénommés ci-après les États membres)

et la Communauté économique européenne

(dénommée ci-après la CEE)

d'autre part,

Prenant acte des engagements et déclarations suivants des organisations horlogères suisses, faites sous réserve de réciprocité au sens de la lettre C ci-après :

A. Régime des exportations horlogères suisses destinées à la CEE

1. À partir du 1er janvier 1968, l'industrie horlogère suisse abrogera toutes dispositions de sa réglementation professionnelle et de ses accords internes ou internationaux ayant pour effet de limiter l'exportation de produits horlogers, d'outillages et de machines destinés à des industriels en horlogerie de la CEE.

2. Les conditions de vente en vigueur au sein de l'industrie horlogère suisse seront appliquées de manière non discriminatoire aux clients de la CEE; tel sera en particulier le cas en matière de livraison de "calibres standards" et d'articles nouveaux mis à disposition de l'ensemble des industriels suisses.

3. À compter de la date ci-dessus, l'industrie horlogère suisse abrogera toutes dispositions de ses accords internationaux obligeant les industriels en horlogerie de la CEE à s'approvisionner uniquement auprès de certains fournisseurs.

B. Régime des importations de produits horlogers de la CEE en Suisse

1. Dans le courant de l'année 1966, l'horlogerie suisse a abrogé vis-à-vis des pays de la CEE la plupart des dispositions de droit privé (restrictions quantitatives ou listes exclusives de fournisseurs) qui, dans le cadre d'accords passés entre organisations horlogères, limitaient l'importation de pièces détachées.

2. À partir du 1er janvier 1968, l'industrie horlogère suisse abrogera toutes dispositions subsistant dans sa réglementation professionnelle et dans ses accords internes ou internationaux ayant pour effet de limiter l'importation de produits horlogers en provenance

de la CEE; notamment elle mettra un terme au contingentement des importations de pièces détachées stipulé dans l'accord horloger franco-suisse du 27 juin 1962.

3. Dans le domaine des ébauches et parties réglantes (assortiments, spiraux, balanciers) :

a) L'industrie horlogère suisse a mis fin en 1966 au régime de la "fidélité réciproque" en vigueur dans le secteur de la montre ancre et selon lequel les fabricants suisses d'horlogerie ne pouvaient acheter des ébauches et des parties réglantes qu'auprès d'Ebauches S.A. et de l'ASUAG. Il est en outre rappelé que dans le secteur roskopf l'importation d'ébauches et de parties réglantes était déjà entièrement libre précédemment.

b) Dès le 1er janvier 1967, la prime de rationalisation d'Ebauches S.A. a été ramenée de 4 à 3 % et celle de l'ASUAG de 3 à 2 %. De plus, à partir du 1er janvier 1968, les fabricants suisses de montres ancre ne perdront pas le bénéfice des primes de rationalisation pour leurs achats auprès d'Ebauches S.A. et de l'ASUAG dans la mesure où leurs achats d'ébauches et de parties réglantes auprès des entreprises sises dans la CEE s'inscriront dans le cadre d'un montant de 2 millions de francs suisses pour 1968, de 3,5 millions de francs suisses pour 1969 et de 5 millions de francs suisses par année dès 1970, dont la gestion sera assurée conjointement et paritairement par la Chambre suisse de l'horlogerie d'une part et les organisations horlogères homologues de la CEE d'autre part et surveillée par la Commission mixte mentionnée à la quatrième partie ci-dessous. Les achats effectués dans la Communauté par les entreprises suisses disposées à renoncer à la prime de rationalisation ne sont pas imputés sur ce montant.

Les livraisons d'ébauches et de parties réglantes de la CEE en Suisse seront faites aux mêmes conditions de prix que sur le marché interne du pays exportateur.

C. Dispositions générales

1. L'industrie horlogère suisse constate qu'à l'occasion des pourparlers qu'elle a menés avec les industries horlogères de la CEE, les parties ont accepté de renoncer à appliquer ou à introduire des mesures non-tarifaires de nature à affecter les échanges de produits horlogers.

2. L'horlogerie suisse est ouverte à toutes les formes de collaboration et de consultation avec les industries horlogères de la CEE. Elle constate qu'à l'occasion des pourparlers qu'elle a menés avec ces dernières, les parties ont accepté de créer un Comité mixte interprofessionnel" au sein duquel les problèmes d'intérêt général et commun à l'horlogerie européenne seront débattus.

3. L'industrie horlogère suisse est prête à collaborer activement à la recherche de solutions allant dans le sens des objectifs énoncés à la troisième partie ci-après.

Sont convenus de ce qui suit :

PREMIÈRE PARTIE. CONCESSIONS SUISSES

Article premier

À partir du 1er janvier 1968, le tarif horloger suisse (positions douanières 9101 à 9111) sera réduit de 30 % en trois tranches annuelles de 10 % chacune.

Article 2

Dès le 1er janvier 1968, la Suisse introduira un régime d'exportation assurant l'octroi automatique de permis, pour tout produit horloger suisse encore soumis à cette formalité, y compris les outillages, à destination de tout industriel en horlogerie domicilié dans la CEE.

Est entendu par "industriel en horlogerie" tout destinataire qui utilise pour sa propre fabrication les ébauches, les pièces détachées, les outillages, les appareils et les machines horlogères importés de Suisse.

Article 3

La Suisse confirme qu'elle n'applique aucune restriction de droit public en matière d'importation de produits horlogers et qu'elle n'a pas l'intention d'en introduire à l'avenir.

Article 4

La Suisse indique que les exportations de machines horlogères ont été totalement libérées à partir du 1er janvier 1967 et qu'elle n'a pas l'intention de réintroduire des restrictions dans ce domaine.

DEUXIÈME PARTIE. CONCESSIONS DE LA CEE

Article 5

Le tarif horloger de la CEE (positions douanières 91.01 à 91.11) sera réduit de 30 %, y inclus le minimum et le maximum de perception. Cette réduction sera effectuée en deux tranches : la première tranche de 20 % devant intervenir le 1er juillet 1968 et la deuxième tranche de 10 % le 1er janvier 1970.

Article 6

La CEE ainsi que les États membres s'abstiendront d'appliquer ou d'introduire des mesures non-tarifaires de nature à affecter les échanges de produits horlogers.

TROISIÈME PARTIE. CONCESSIONS ULTÉRIEURES

Article 7

Les parties contractantes sont d'accord de rechercher une libéralisation plus complète et réciproque des échanges dans le domaine horloger de nature à permettre notamment des réductions tarifaires de 50 % de part et d'autre.

Article 8

La Commission mixte mentionnée à la quatrième partie recommandera, sur la base d'un examen approfondi devant intervenir au printemps 1970 au plus tard, aux autorités compétentes des parties contractantes la mise en vigueur de telles mesures de libération complémentaires.

QUATRIÈME PARTIE. COMMISSION MIXTE

Article 9

Une "Commission mixte" est instituée. Elle se compose de représentants des autorités suisses d'une part et des autorités de la CEE et des États membres d'autre part.

Article 10

Cette Commission a pour mission

- a) de surveiller et d'assurer l'exécution des engagements mentionnés ci-dessus;
- b) de servir de forum de discussion pour tous les problèmes d'un intérêt commun dans le domaine de l'horlogerie et, en particulier, pour la recherche de solutions propres à conduire à une collaboration toujours plus étroite entre les autorités et les industries horlogères de la Suisse et de la CEE (voir aussi ci-dessus lettre C, chiffre 2).

Article 11

La Commission se réunira au moins deux fois par an.

CINQUIÈME PARTIE. DISPOSITIONS FINALES

Article 12

Les dispositions du présent Accord feront partie intégrante des accords conclus au terme des négociations menées entre les parties contractantes dans le cadre de la sixième conférence tarifaire du GATT (Kennedy-Round).

Article 13

Le présent Accord entrera en vigueur le 1er janvier 1968.

Fait à Genève, le trente juin mille neuf cent soixante-sept, en deux exemplaires.

Pour le gouvernement de la Confédération suisse :

A. WEITNAUER

Pour le gouvernement du Royaume de Belgique :

E. LONGERSTAEY

Pour le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

VON KELLER

sous réserve de ratification

Pour le gouvernement de la République française :

B. DE CHALVRON

Pour le gouvernement de la République italienne:

GIUSTI

Pour le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg :

MARCEL FISCHBACH

Pour le gouvernement du Royaume des Pays-Bas :

J. KAUFMANN

Pour la Communauté économique européenne :

TH. C. HUIZEN

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT CONCERNING PRODUCTS OF THE CLOCK AND WATCH
INDUSTRY BETWEEN THE SWISS CONFEDERATION AND THE
EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES

The Government of the Swiss Confederation (hereinafter referred to as Switzerland),

On the one hand,

And the governments of:

the Kingdom of Belgium,

the Federal Republic of Germany,

the French Republic,

the Italian Republic,

the Grand Duchy of Luxembourg,

the Kingdom of the Netherlands,

(hereinafter referred to as the States Members)

and the European Economic Community

(hereinafter referred to as the EEC),

on the other,

Taking note of the following commitments and declarations made by the organizations of the Swiss clock and watch industry subject to reciprocity within the meaning of C below:

A. Rules governing exports of the products of the Swiss clock and watch industry to the EEC

1. With effect from 1 January 1968, the Swiss clock and watch industry shall abolish all provisions in its occupational regulations and its domestic or international agreements having the effect of restricting the export of products of the clock and watch industry, tools and machinery to clock and watch manufacturers in the EEC.

2. The conditions of sale in force within the Swiss clock and watch industry shall be applied in a non-discriminatory manner to customers in the EEC; this shall in particular be the case with deliveries of "standard calibres" and new items made available to all Swiss manufacturers.

3. With effect from the above date, the Swiss clock and watch industry shall abolish all provisions in its international agreements requiring clock and watch manufacturers in the EEC to obtain their supplies solely from certain suppliers.

B. Rules governing imports of products of the EEC clock and watch industry into Switzerland

1. During 1966, the Swiss clock and watch industry abolished, as regards the EEC, most of the restrictions in private law (quantitative restrictions or exclusive lists of suppliers) which, under agreements concluded between organizations in the clock and watch industry, restricted the importation of parts.

2. With effect from 1 January 1968, the Swiss clock and watch industry shall abolish all provisions remaining in its occupational regulations and in its domestic or international agreements having the effect of restricting the importation of products of the clock and watch industry originating in the EEC; in particular, it shall put an end to the system of quotas for imports of parts established in the agreement of 27 June 1962 between France and Switzerland concerning clocks and watches.

3. In the field of rough movements and regulating parts (assortiments, spirals, balances):

(a) At the end of 1966 the Swiss clock and watch industry put an end to the "reciprocal fidelity" rules in force in the lever-escapement watch sector under which Swiss clock and watch manufacturers could only purchase rough movements and regulating parts from Ebauches S.A. or ASUAG. It is also recalled that in the roskopf sector there was already complete freedom of importation of rough movements and regulating parts.

(b) With effect from 1 January 1967, the rationalization grants accorded by Ebauches S.A. were reduced from 4% to 3% and those accorded by ASUAG from 3% to 2%. In addition, Swiss manufacturers of lever-escapement watches will not lose the benefit of rationalization grants in respect of their purchases from Ebauches S.A. and ASUAG insofar as their purchases of rough movements and regulating parts from enterprises established in the EEC fall within an amount of 2 million Swiss francs in 1968, 3.5 million in 1969 and 5 million Swiss francs annually from 1970 onwards, the administration thereof to be undertaken jointly and in equal parts by the *Chambre suisse de l'horlogerie*, on the one hand, and similar clock and watch organizations in the EEC, on the other hand, under the supervision of the Joint Commission mentioned in Part IV below. Purchases made in the Community by Swiss enterprises prepared to waive the rationalization grant shall not be counted in these amounts.

Deliveries in Switzerland of rough movements and regulating parts from the EEC shall be effected on the same terms regarding price as those in the domestic market of the exporting country.

C. General provisions

1. The Swiss clock and watch industry notes that on the occasion of the talks it conducted with the clock and watch industries of the EEC, the parties agreed to refrain from applying or introducing non-tariff measures of a nature to affect trade in products of the clock and watch industry.

2. The Swiss clock and watch industry is open to all forms of cooperation and consultation with the clock and watch industries of the EEC. It notes that on the occasion of the talks it held with the latter the parties agreed to establish an "interoccupational mixed committee" within which problems of general interest and common to the European clock and watch industry would be discussed.

3. The Swiss clock and watch industry is ready to cooperate actively in the search for solutions directed towards the objectives set forth in Part III below.

Have agreed as follows:

PART I. CONCESSIONS BY SWITZERLAND

Article 1

With effect from 1 January 1968, the Swiss customs tariff for clocks and watches (customs nomenclature headings 9101 - 9111) shall be reduced by 30% in three annual steps of 10% each.

Article 2

As from 1 January 1968, Switzerland shall introduce export regulations ensuring the automatic grant of permits for all Swiss products of the clock and watch industry still subject to permits, including tools, destined for any manufacturer of clock and watch products domiciled in the EEC.

The term "manufacturer of clock and watch products" is deemed to mean any recipient who uses rough movements, parts, tools, apparatus and clock- and watch-making machinery imported from Switzerland for his own manufacturing.

Article 3

Switzerland confirms that it does not apply any restrictions of a public-law character to imports of products of the clock and watch industry and that it has no intention of introducing any such restrictions in future.

Article 4

Switzerland states that exports of clock- and watch-making machinery have been freed of all restrictions since 1 January 1967 and that it has no intention of reintroducing restrictions in this area.

PART II. CONCESSIONS BY THE EEC

Article 5

The customs tariff of the EEC (customs nomenclature headings 91.01 - 91.11) shall be reduced by 30%; the reduction shall also apply to the minimum and maximum amounts of duty chargeable). This reduction shall be effected in two steps: the first step (20%) is to be introduced on 1 July 1968 and the second (10%) on 1 January 1970.

Article 6

The EEC and the States Members shall refrain from applying or introducing non-tariff measures of a nature to affect trade in products of the clock and watch industry.

PART III. SUBSEQUENT CONCESSIONS

Article 7

The contracting parties agree to seek a fuller and reciprocal liberalization of trade in the clock and watch sector with a view, in particular, to permitting customs tariff reductions of 50% on both sides.

Article 8

The Joint Committee referred to in Part IV shall, on the basis of a detailed examination to take place not later than the spring of 1970, make recommendations to the competent authorities of the contracting parties concerning the entry into force of such complementary liberalization measures.

PART IV. JOINT COMMITTEE

Article 9

A "Joint Committee" is established, consisting of representatives of the Swiss authorities, on the one hand, and of the EEC authorities and the Member States, on the other hand.

Article 10

The tasks of this Committee shall be:

- a) to supervise and ensure compliance with the above-mentioned commitments;
- b) to serve as a forum for discussion of all problems of common interest in the area of the clock and watch industry and, in particular, for the search for solutions of a nature to lead to ever-closer cooperation between the authorities and the clock and watch industries of Switzerland and the EEC (see also C.2 above).

Article 11

The Committee shall meet at least twice annually.

PART V. FINAL PROVISIONS

Article 12

The provisions of this Agreement shall form an integral part of the agreements concluded at the end of the negotiations conducted between the contracting parties within the framework of the sixth GATT tariff conference (Kennedy-Round).

Article 13

This Agreement shall enter into force on 1 January 1968.

Done at Geneva in two copies on the thirtieth day of June in the year one thousand nine hundred and sixty-seven.

For the Government of the Swiss Confederation:

A. WEITNAUER

For the Government of the Kingdom of Belgium:

A. LONGERSTAEY

For the Government of the Federal Republic of Germany:

VON KELLER
subject to ratification

For the Government of the French Republic:

B. DE CHALVRON

For the Government of the Italian Republic:

GIUSTI

For the Government of the Grand Duchy of Luxembourg:

MARCEL FISCHBACH

For the Government of the Kingdom of the Netherlands¹:

J. KAUFMANN

For the European Economic Community:

TH. C. HIJZEN

1. The Agreement was signed for the Kingdom of the Netherlands on 13 February 1968.

